

**GENERALE OBLIG-SICAV : RAPPORTS DU COMMISSAIRE
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006**

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

1- En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre conseil d'administration réuni le 27 mars 2006, nous avons examiné les états financiers de la Société « GENERALE OBLIG- SICAV » pour l'exercice clos le 31 Décembre 2006.

Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

2- Nous avons effectué notre audit conformément aux normes de révision comptable généralement admises en la matière. Il a comporté les contrôles, sondages et autres procédures de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance et eu égard aux règles de diligences normales.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers, un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble.

3- Notre audit a été planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives et d'avoir, par conséquent, une base fiable à l'expression de notre opinion.

4- Les états financiers ci-joints arrêtés au 31 Décembre 2006 font apparaître un total du bilan de D : 10.429.718, un actif net de D : 10.396.184 et un bénéfice de D : 370.594.

Ces états ont été établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises et notamment les règles de présentation des états financiers et de prise en compte, d'évaluation et de divulgation des opérations découlant des transactions de la société, telles qu'énoncées par les normes comptables sectorielles régissant les OPCVM.

OPINION SUR LES ETATS FINANCIERS

5- Sur la base des diligences que nous avons accomplies, nous certifions que les états financiers de la Société « GENERALE OBLIG- SICAV » arrêtés au 31 décembre 2006, tels qu'ils figurent en annexe du présent rapport sont réguliers et sincères et traduisent fidèlement la situation financière de la société, ainsi que le résultat de ses opérations et la variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

VERIFICATIONS & INFORMATIONS SPECIFIQUES

6- Conformément aux dispositions des articles 201 et 266 du code des sociétés commerciales, nous avons examiné les informations relatives à la situation financière et aux comptes données par votre conseil d'administration dans les documents mis à votre disposition à l'occasion de l'assemblée générale.

Ces informations n'appellent de notre part aucune remarque particulière.

7- Conformément aux dispositions de l'article 3 nouveau de la loi n° 94-117 du 14 Novembre 1994 et sur la base de notre examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la présentation des états financiers, nous n'avons pas relevé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Tunis, le 16 mars 2007
FINOR

Le Commissaire aux Comptes

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006

Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions des articles 200 et suivants du code des sociétés commerciales, nous vous informons que votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention entrant dans le cadre des dispositions de ces articles.

De notre côté, nous n'avons relevé au cours de nos investigations aucune opération entrant dans le cadre des dispositions des articles précités.

Tunis, le 16 mars 2007
FINOR

Le Commissaire aux Comptes

Notes Complémentaires Aux Rapports

NOTE 1 : DEFINITION DE LA MISSION

Cette mission de commissariat aux comptes est confiée conformément aux dispositions des articles 258 et suivants du code des sociétés commerciales et 16 et suivants de la loi n° 88-108 du 18 Août 1988 portant refonte de la législation relative à la profession d'expert comptable.

Elle porte sur la certification de la régularité et la sincérité des états financiers de la société

GENERALE OBLIG-SICAV, arrêtés au 31 décembre 2006. Elle est assurée conformément aux normes de révision comptable généralement admises et notamment :

- Les normes de révision de l'ordre des experts comptables de Tunisie
- Les normes internationales d'audit de l'IFAC.

L'opinion exprimée résulte d'un examen, par sondage, des éléments justifiant les données contenues dans les états financiers ainsi que d'une appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues par la direction.

Par ailleurs, et eu égard aux dispositions des articles 200 et suivants du code des sociétés commerciales, notre mission comporte d'autres diligences spécifiques visant à vérifier la régularité des conventions conclues entre la société et ses administrateurs, telles qu'elles nous sont notifiées par le conseil d'administration ou encore l'inexistence de telles conventions.

Ces vérifications ont essentiellement pour but de s'assurer :

- de l'équité entre les actionnaires,
- d'une protection convenable des actifs de la société,
- de la régularité des transactions.

NOTE 2 : NOTE SUR LA CONFORMITE AU SYSTEME COMPTABLE DES ENTREPRISES

Les états financiers présentés ci-joints ont été établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises, et notamment aux règles de présentation, de prise en compte, d'évaluation et de divulgation des opérations découlant des transactions de la société, telles qu'énoncées par les normes comptables sectorielles régissant les OPCVM. Ils sont composés :

- du bilan ;
- de l'état de résultat ;
- de l'état de variation de l'actif net ;
- des notes aux états financiers.

Nous avons noté, à ce titre, l'utilisation par l'entreprise des normes comptables comme référentiel de base pour la préparation et la présentation des états financiers, aucune divergence significative n'a été relevée entre les normes comptables et les principes comptables retenus par l'entreprise.

Toutefois, la conformité aux préconisations du système sera améliorée par l'élaboration du manuel comptable prévu par le § 63 de la Norme Comptable Générale et la mise à jour des livres légaux.

NOTE 3 : ETENDUE DES TRAVAUX DE VERIFICATION

Comme il est indiqué dans le deuxième paragraphe de notre rapport général, notre examen a été effectué en observant les normes de révision comptable généralement admises et a comporté le contrôle des documents comptables et toutes les autres procédures de vérification que nous avons jugé nécessaires en la circonstance.

Nous présentons ci-après les développements concernant l'application de certaines de ces vérifications.

◆ Appréciation du système de contrôle interne

Nous avons examiné le système de contrôle et les procédures administratives et comptables en vigueur à la date de notre intervention, conformément aux dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, alinéa 2 nouveau, et aux préconisations des normes internationales d'audit (ISA) et notamment l'ISA 315 et 330.

◆ Capital

Nous avons vérifié tous les mouvements intervenus sur le poste du capital résultant notamment des souscriptions et des rachats effectués. Nous nous sommes assurés que la défalcation de la valeur liquidative entre la part en capital et la part en revenu a été correctement traduite en comptabilité.

◆ Portefeuille – titres et placements monétaires

Nous avons procédé à la vérification des mouvements intervenus sur ces postes au cours de l'exercice et ce, conformément aux prescriptions des normes comptables sectorielles régissant les OPCVM.

Nous avons procédé à l'évaluation du portefeuille – titres à la date de clôture conformément aux prescriptions précitées.

◆ Trésorerie

Nous avons vérifié l'état de rapprochement bancaire ainsi que sa liquidation au début de l'exercice 2007.

◆ Revenus

Nous nous sommes assurés que les intérêts sur les placements sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus et nous avons vérifié la constatation dans les comptes de régularisation, des produits afférents à 2006 et non encore perçus, ainsi que des intérêts reçus et qui concernent les exercices futurs.

BILAN DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2006 (Montants exprimés en dinars tunisiens)

ACTIF	Note	31/03/2000	31/12/2006	31/12/2005
Portefeuille-titres	4	386 730	6 678 506,783	4 680 842,244
Obligations et valeurs assimilées		386 730	5 988 431,363	4 330 200,089
Titres des Organismes de Placement Collectif		-	690 075,420	350 642,155
Placements monétaires et disponibilités		288 287	3 748 823,106	2 694 298,446
Placements monétaires	6	287 103	3 331 775,692	2 331 858,146
Disponibilités		1 184	417 047,414	362 440,300
Créances d'exploitation		675 017	2 387,666	994,745
TOTAL ACTIF		675 017	10 429 717,555	7 376 135,435
PASSIF				

Opérateurs créditeurs	8	2 411	19 058,889	15 159,551
Autres créditeurs divers	9	114 791	14 474,237	12 924,112
TOTAL PASSIF		117 202	33 533,126	28 083,663
ACTIF NET				
Capital	12	811 437	9 911 404,896	6 989 950,992
Sommes distribuables				
Sommes distribuables de l'exercice clos			10 327,806	5 080,511
Sommes distribuables de l'exercice en cours			474 451,727	353 020,269
ACTIF NET		811 437	10 396 184,429	7 348 051,772
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		928 639	10 429 717,555	7 376 135,435

ETAT DE RESULTAT
(Montants exprimés en dinars tunisien)

	Note	31/12/2006	31/12/2005
Revenus du portefeuille-titres	5	368 319,120	320 987,192
Revenus des obligations et valeurs assimilées		265 344,252	252 621,192
Revenus des titres des Organismes de Placement Collectif		102 974,868	68 366,000
Revenus des placements monétaires	7	102 752,238	60 833,724
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		471 071,358	381 820,916
Charges de gestion des placements	10	(54 770,047)	(43 703,779)
REVENU NET DES PLACEMENTS		416 301,311	338 117,137
Autres charges	11	(8 120,079)	(5 007,860)
RESULTAT D'EXPLOITATION		408 181,232	333 109,277
Régularisation du résultat d'exploitation		66 270,495	19 910,992
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		474 451,727	353 020,269
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(66 270,495)	(19 910,992)
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur titres		(39 043,156)	(10 594,903)
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres		1 456,115	(2 903,307)
RESULTAT DE L'EXERCICE		370 594,191	319 611,067

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET
(Montants exprimés en dinars tunisiens)

	31/12/2006	31/12/2005
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	370 594,191	319 611,067
Résultat d'exploitation	408 181,232	333 109,277
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres	1 456,115	(2 903,307)
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	(39 043,156)	(10 594,903)
DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES	(420 365,000)	(299 885,000)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	3 097 903,466	1 745 709,426
Souscriptions		
- Capital	12 320 781,660	14 820 610,050
- Régularisation des sommes non distribuables	(36 444,508)	(46 620,743)
- Régularisation des sommes distribuables	472 722,132	658 864,426
Rachats		
- Capital	(9 354 446,190)	(13 123 258,080)
- Régularisation des sommes non distribuables	29 149,983	39 852,083
- Régularisation des sommes distribuables	(333 859,611)	(603 738,310)
VARIATION DE L'ACTIF NET	3 048 132,657	1 765 435,493
ACTIF NET		
En début de période	7 348 051,772	5 582 616,279
En fin de période	10 396 184,429	7 348 051,772
NOMBRE D' ACTIONS		
En début de période	70 170	53 180
En fin de période	99 948	70 170
VALEUR LIQUIDATIVE	104,016	104,718
TAUX DE RENDEMENT	4,10%	4,52%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

GENERAL OBLIG-SICAV est une société d'investissement à capital variable régie par la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 07 juillet 2000 à l'initiative de la

Compagnie Internationale de Leasing « CIL » et a reçu l'agrément de Monsieur le Ministre des Finances en date du 10 janvier 2000.

Elle a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe.

Ayant le statut de société d'investissement à capital variable, GENERAL OBLIG-SICAV bénéficie des avantages fiscaux prévus par la loi n°95-88 du 30 octobre 1995 dont notamment l'exonération de ses bénéfices annuels de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus qu'elle encaisse au titre de ses placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 Décembre 2006, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états inclus dans les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont supportés par le gestionnaire.

Les intérêts sur les placements en obligations et bons et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2- Evaluation des placements en obligations & valeurs assimilées

Les placements en obligations et valeurs similaires sont évalués à leur prix d'acquisition. La différence par rapport au prix de remboursement est répartie sur la période restant à courir et constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

3.3- Evaluation des titres OPCVM

Les placements en titres OPCVM sont évalués, en date d'arrêt, à leur valeur liquidative. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

3.4- Evaluation des autres placements

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.5- Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

NOTE 4: PORTEFEUILLE TITRES

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2006 à D : 6.678.506,783 , s'analysant ainsi :

Désignation du titre	Nombre	coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2006	% actif net
Obligations des sociétés et valeurs assimilés		5 843 932,329	5 988 431,363	57,60%
Obligations des sociétés		3 582 000,000	3 670 822,800	35,31%
AFRICA 2003 A	1 000	80 000,000	81 407,123	0,78%
AIL 2002 A	3 000	60 000,000	61 790,598	0,59%
AMEN LAESE 2001 A	1 000	30 000,000	30 616,438	0,29%
AMEN LEASE 2001 B	1 000	50 000,000	51 061,644	0,49%
ATL 2001/2	1 000	20 000,000	21 089,929	0,20%
ATL 2002/1	1 000	20 000,000	20 253,019	0,19%
ATL 2002/2	1 000	40 000,000	41 693,282	0,40%
ATL 2004/1	2 500	150 000,000	153 289,315	1,47%
ATL 2006/1	3 000	300 000,000	308 547,946	2,97%
BH 1	1 000	40 000,000	40 005,518	0,38%
BTEI 2001	1 000	40 000,000	40 394,082	0,39%
BTKD 2002	1 000	20 000,000	20 136,241	0,19%
BTKD 2006	1 000	500 000,000	500 958,904	4,82%
C.D.S 2001	500	10 000,000	10 000,000	0,10%
CIL 2002/3	600	48 000,000	50 177,754	0,48%
CIL 2003/1	1 000	80 000,000	80 896,000	0,78%
CIL 2004/1	2 000	200 000,000	202 853,698	1,95%
CIL 2004/2	1 300	104 000,000	108 403,902	1,04%
EL MAZRAA 2001	1 000	60 000,000	63 384,658	0,61%

EL WIFAK	500	50 000,000	51 317,808	0,49%
GL 2001-2	1 000	40 000,000	40 006,575	0,38%
GL 2003-1	2 000	160 000,000	164 076,712	1,58%
GL 2004-1	3 500	280 000,000	295 750,575	2,84%
SKANES BEACH	1 000	100 000,000	103 257,534	0,99%
TUNISIE FACTORING 2002	4 000	80 000,000	82 865,096	0,80%
TUNISIE LEASING 2002-2	3 000	120 000,000	124 787,902	1,20%
TUNISIE LEASING 2004-2	2 500	200 000,000	208 469,041	2,01%
TUNISIE LEASING 2006-1	3 000	300 000,000	302 008,767	2,90%
UTL 2004	2 000	200 000,000	208 469,041	2,01%
UTL 2005/01	2 000	200 000,000	202 853,698	1,95%
Bons du trésor assimilables		2 261 932,329	2 317 608,563	22,29%
BTA 7,50 04/2014 (acquis le 26/11/2004)	400	414 320,000	429 332,228	4,13%
BTA 7,50 04/2014 (acquis le 26/11/2004)	150	155 370,000	160 999,585	1,55%
BTA 7,50 04/2014 (acquis le 26/11/2004)	300	310 950,000	322 209,171	3,10%
BTA 8,25 04/2014 (acquis le 06/08/2002)	100	99 640,000	102 413,251	0,99%
BTA 6,00 03/2012 (acquis le 09/05/2006)	200	202 768,219	209 460,693	2,01%
BTA 6,00 03/2012 (acquis le 09/05/2006)	100	101 134,110	104 480,347	1,00%
BTA 6,10 10/2013 (acquis le 11/10/2006)	500	489 000,000	494 481,644	4,76%
BTA 6,10 10/2013 (acquis le 11/10/2006)	500	488 750,000	494 231,644	4,75%
Titres des Organismes de Placement Collectif		682 727,154	690 075,420	6,64%
Titres des OPCVM		492 464,554	498 630,838	4,80%
SANADETT SICAV	392	42 050,386	42 381,080	0,41%
SICAV ENTREPRISE	1 030	105 162,316	107 323,940	1,03%
AXIS TRESORIE	814	86 106,852	86 558,318	0,83%
UNIVERS SICAV	2 500	259 145,000	262 367,500	2,52%
Fonds commun de créances		190 262,600	191 444,582	1,84%
FCC BIAT P1	100	90 262,600	90 788,660	0,87%
FCC BIAT P2	100	100 000,000	100 655,922	0,97%
TOTAL		6 526 659,483	6 678 506,783	64,24%

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Portefeuille - titres", sont indiqués ci-après :

	Coût d'acquisition	Intérêts courus nets	Plus (moins) values latentes	Valeur au 31 décembre	Plus (moins) values réalisées
Soldes au 31 décembre 2005	4 543 510,856	139 218,959	(1 887,571)	4 680 842,244	
* Acquisitions de l'exercice					
Obligations	1 150 000,000			1 150 000,000	
Bon de trésor assimilables	1 281 652,329			1 281 652,329	
Titres OPCVM	6 544 286,852			6 544 286,852	
Fonds Commun de Créances	200 000,000			200 000,000	
* Remboursements et cessions de l'exercice					
Annuités obligations de sociétés	(782 000,000)			(782 000,000)	
Bons de trésor assimilables	-				
Titres OPCVM	(6 401 053,154)			(6 401 053,154)	(39 043,156)
Fonds Commun de Créances	(9 737,400)			(9 737,400)	
* Variations des plus ou moins values portefeuilles titres			1 456,115	1 456,115	
* Variations des intérêts courus					
Obligations de sociétés		(10 605,474)		(10 605,474)	
Bons de trésor assimilables		22 483,289		22 483,289	
Fonds Commun de Créances		1 181,982		1 181,982	
Soldes au 31 décembre 2006	6 526 659,483	152 278,756	(431,456)	6 678 506,783	(39 043,156)

NOTE 5 : REVENUS DU PORTEFEUILLE TITRES

Les revenus du portefeuille-titres totalisent à la clôture de l'exercice D : 368.319,120 en 2006, contre D : 320.987,192 en 2005 et se détaillent comme suit :

	2006	2005
Revenus des obligations et valeurs assimilées		
Revenus des obligations		
- intérêts	187 488,359	195 039,292
Revenus des titres émis par le trésor et négociables sur le marché financier		
- intérêts (BTNB, BTA)	77 855,893	57 581,900
Revenus des titres des Organismes de Placement Collectif		
Revenus des parts de Fonds communs de créances		
- intérêts	5 626,700	-

Revenus des Titres OPCVM - Dividendes	97 348,168	68 366,000
TOTAL	368 319,120	320 987,192

NOTE 6 : PLACEMENTS MONETAIRES

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2006 à D : 3.331.775,692 , se détaillant comme suit :

Désignation du titre	Montant	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2006	% Actif net
Billets de trésorerie	1 550 000	1 505 332,093	1 532 621,176	14,74%
LA TTRI au 23/01/2007 à 5,6% garanti par la BTL	50 000	48 387,716	49 868,629	0,48%
LA TTRI au 23/04/2007 à 5,75% garanti par la BTL	50 000	47 825,059	49 323,352	0,47%
LA TTRI au 01/08/2007 à 5,9% garanti par la BTL	50 000	47 195,846	48 707,651	0,47%
LA TTRI au 10/10/2007 à 6,05% garanti par la BTL	50 000	46 728,604	48 259,370	0,46%
LA TTRI au 18/01/2008 à 6,15% garanti par la BTL	50 000	46 113,305	47 643,305	0,46%
LA TTRI au 17/04/2008 à 6,3% garanti par la BTL	50 000	45 523,979	47 065,720	0,45%
LA TTRI au 16/07/2008 à 6,4% garanti par la BTL	50 000	44 965,035	46 506,605	0,45%
CIL au 29/05/2007 à 6,2%	200 000	190 415,209	196 166,084	1,89%
TUNISIE FACTORING au 08/01/2007 à 6%	1 000 000	988 177,340	999 080,460	9,61%
Placements adossés à des BTC	1 800 000	1 797 486,797	1 799 154,516	17,31%
ATB au 04/01/2007 à 5,15%	800 000	798 629,607	799 725,921	7,69%
ATB au 04/01/2007 à 5,15%	500 000	499 428,595	499 828,578	4,81%
ATB au 08/01/2007 à 5,15%	500 000	499 428,595	499 600,017	4,81%
TOTAL	3 350 000	3 302 818,890	3 331 775,692	32,05%

NOTE 7 : REVENUS DES PLACEMENTS MONETAIRES

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2006 à D : 102.752,238 , contre D : 60.833,724 au 31/12/2005 et se détaille ainsi :

	2006	2005
Intérêts des billets de trésorerie	61 134,933	55 597,734
Intérêts des placements adossés à des BTC	35 945,211	1 653,902
Autres	5 672,094	3 582,088
TOTAL	102 752,238	60 833,724

NOTE 8 : OPERATEURS CREDITEURS

Cette rubrique s'élève au 31/12/2006 à D : 19.058,889 contre D : 15.159,551 au 31/12/2005 et se détaille ainsi :

	2006	2005
Rémunération du dépositaire	4 720,000	4 720,000
Rémunération du gestionnaire	14 338,889	10 439,551
Total	19 058,889	15 159,551

NOTE 9 : AUTRES CREDITEURS DIVERS

Cette rubrique s'élève au 31/12/2006 à D : 14.474,237 contre D : 12.924,112 au 31/12/2005 et se détaille ainsi :

	2006	2005
Honoraires du commissaire aux comptes	6 665,908	4 761,783
Etat, Retenue à la source	-	354,000
Autres	7 808,329	7 808,329
Total	14 474,237	12 924,112

NOTE 10 : CHARGES DE GESTION DES PLACEMENTS

Le solde de ce compte s'élève pour la période allant du 01/01 au 31/12/2006 à D : 54.770,047 contre D : 43.703,779 pour la même période de l'exercice précédent et se détaillent ainsi :

	2006	2005
Commission de gestion de la CGI	52 410,047	41 343,779
Rémunération du dépositaire	2 360,000	2 360,000
Total	54 770,047	43 703,779

NOTE 11 : AUTRES CHARGES

Le solde de ce compte s'élève au 31/12/2006 à D : 8.120,079 contre D : 5.007,860 pour la même période de l'exercice précédent, et se détaillant ainsi:

	2006	2005
Honoraires commissaire aux comptes	8 100,000	5 000,000
Autres	20,079	7,860
	8 120,079	5 007,860

NOTE 12 : CAPITAL

Les mouvements enregistrés sur le capital au cours de l'exercice 2006 se détaillent ainsi:

<u>Capital au 31-12-2005</u>	
Montant	6 989 950,992
Nombre de titres	70 170
Nombre d'actionnaires	240
<u>Souscriptions réalisées</u>	
Montant	12 320 781,660
Nombre de titres émis	123 684
Nombre d'actionnaires nouveaux	27
<u>Rachats effectués</u>	
Montant	(9 354 446,190)
Nombre de titres rachetés	(93 906)
Nombre d'actionnaires sortants	(67)
<u>Autres mouvements</u>	
Régularisation des sommes non distribuables	(7 294,525)
Plus ou moins values réalisées sur titres	(39 043,156)
Plus ou moins values potentielles sur titres	1 456,115
<u>Capital au 31-12-2006</u>	
Montant	9 911 404,896
Nombre de titres	99 948
Nombre d'actionnaires	200

NOTE 13 : AUTRES INFORMATIONS

13.1. Données par action et ratios pertinents

<u>Données par action</u>	2006	2005	2004	2003	2002
Revenus des placements	4,713	5,441	6,952	6,428	4,727
Charges de gestion des placements	(0,548)	(0,623)	(0,775)	(0,725)	(0,581)
Revenus net des placements	4,165	4,819	6,178	5,704	4,146
Autres charges	(0,081)	(0,071)	(0,150)	(0,105)	(0,056)
Résultat d'exploitation (1)	4,084	4,747	6,027	5,598	4,090
Régularisation du résultat d'exploitation	0,663	0,284	(0,956)	(0,535)	0,927
Sommes distribuables de l'exercice	4,747	5,031	5,072	5,063	5,017
Variation des plus (ou moins) values potentielles	0,015	(0,041)	(0,032)	(0,075)	0,124
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	(0,391)	(0,151)	(0,026)	(0,025)	(0,005)
Plus (ou moins) values sur titres (2)	(0,376)	(0,192)	(0,057)	(0,100)	0,119
Résultat net de l'exercice (1) + (2)	3,708	4,555	5,970	5,498	4,209
Résultat non distribuable de l'exercice	(0,376)	(0,192)	(0,057)	(0,100)	0,119
Régularisation du résultat non distribuable	(0,073)	(0,096)	-	0,047	(0,105)
Sommes non distribuables de l'exercice	(0,449)	(0,289)	(0,057)	(0,053)	0,014
Valeur liquidative	104,016	104,718	104,976	105,026	105,031
Ratios de gestion des placements					
Charges / actif net moyen	0,53%	0,59%	0,74%	0,69%	0,55%
Autres charges / actif net moyen	0,08%	0,07%	0,14%	0,10%	0,05%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	4,55%	4,80%	4,83%	4,82%	4,77%

Note 13 : Autres informations

13.2 Rémunération du gestionnaire et du dépositaire

La gestion de la "GENERALE OBLIG-SICAV" est confiée à la Compagnie Générale d'Investissement "CGI". Celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et financière de la société. En contre partie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération en hors taxes de 0,5% l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La banque "ARAB TUNISIAN BANK", assure la fonction de dépositaire de fonds et de titres. En contre partie de ses prestations, le dépositaire perçoit une rémunération annuelle forfaitaire de D: 2.000 HT.